

ZOOMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



LE PRESCRIPTEUR ZRx ATTEINT DE NOUVELLES FRONTIÈRES



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés intermédiaires du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2014 et le 31 août 2013. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 août 2014 et 31 août 2013. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2014.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 29 octobre 2014. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins de générer rapidement des prescriptions sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, assureurs privés, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. Ce réseau inclut notamment, la plateforme « Accès ZRx » qui permet l'échange bidirectionnel d'information sur les prescriptions entre les médecins et les pharmaciens, ainsi que « ZRx bénéfiques » permettant la transmission de certaines informations des plans d'assurance des sociétés d'assurance afin d'informer les médecins sur le type de couverture de leur patient au moment où ils remplissent l'ordonnance.

La société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise Américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. De plus, cette coentreprise a acquis une licence exclusive concernant les droits de distribution du Prescripteur ZRx aux États-Unis. La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution de ces produits à travers le monde.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.



SITUATION FINANCIÈRE

	31 août 2014	31 mai 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 014 \$	159 921 \$
Immobilisations corporelles	21 025 \$	24 365 \$
Actifs incorporels	816 242 \$	894 415 \$
Actif total	1 277 076 \$	1 766 139 \$
Revenus reportés	493 629 \$	734 864 \$
Débeture non convertible	1 796 447 \$	1 783 457 \$
Prêt court terme	69 336 \$	377 856 \$
Capitaux propres	(3 205 620) \$	(2 407 542) \$
Capital social	25 509 437 \$	25 509 437 \$

Pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et l'exercice financier clos le 31 mai 2014, la variation nette de la trésorerie est principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement.

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont demeurés stable depuis le 31 mai 2014, la légère baisse est attribuable à la dépense d'amortissement.

Les revenus reportés totalisent 493 629 \$ au 31 août 2014 et 734 864 \$ au 31 mai 2014. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à (3 205 620 \$) au 31 août 2014 et (2 407 542 \$) au 31 mai 2014. La baisse constatée est principalement attribuable à la perte pour la période de trois mois close le 31 août 2014.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES	31 août 2014	31 août 2013 (retraité) ⁽¹⁾
Revenus d'opération	344 644 \$	535 761 \$
Frais de vente	224 203 \$	201 306 \$
Frais d'administration	306 230 \$	309 687 \$
Frais d'opération	152 068 \$	200 547 \$
Frais de développement	353 377 \$	521 451 \$
Frais financiers	106 844 \$	101 726 \$
Perte avant quote-part dans des coentreprises	(798 078) \$	(798 956) \$
Quote-part dans des coentreprises	- \$	(268 912) \$
Résultat net et résultat global	(798 078) \$	(1 067 868) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,006) \$	(0,008) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	135 591 268	130 474 687

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur

Les revenus d'opération pour la période de trois mois close le 31 août 2014 ont connu une diminution expliquée principalement par le renouvellement de certains contrats reportés en septembre 2014 plutôt qu'en août 2014.

Tous les frais d'exploitation sont demeurés stable au cours des deux trimestres clos les 31 août 2014 et 2013. Seul les frais de développement ont variés. La dépréciation des frais de développement et de la propriété intellectuelle de PraxisLab au 31 mai 2014 a produit un effet direct sur l'amortissement, réduisant ainsi la charge d'amortissement.



La quote-part dans les coentreprises a été nulle pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et de (268 912 \$) pour la période de trois mois close le 31 août 2013. Au 31 mai 2014, la société a enregistré une dépréciation d'actifs pour la participation dans les coentreprises œuvrant à la commercialisation d'un système de Dossier Médical Électronique s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale (expliqué en détail dans la section "Dévaluation d'actifs").

La société affiche une perte avant quote-part du résultat net dans les coentreprises de 798 078 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et une perte avant quote-part du résultat net dans les coentreprises de 798 956 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013.

La société a enregistré une perte par action de 0,006 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et de 0,008 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013.

FLUX DE TRÉSORERIE

	31 août 2014	31 août 2013 (Retraité) ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	184 537 \$	(61 117) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(308 520) \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(31 924) \$	(45 199) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(155 907) \$	(106 316) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	4 014 \$	259 508 \$

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de 184 537 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et (61 117 \$) pour la période de trois mois close le 31 août 2013.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de (308 520 \$) pour la période close le 31 août 2014 et représente le remboursement du financement par Investissement Québec pour le crédit d'impôts à la recherche et développement pour l'exercice clos le 31 mai 2013. Pour la période de trois mois close le 31 août 2013 aucune activité de financement n'a eu lieu.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2014 et 2013 les activités d'investissement sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (155 907) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014 et de (106 316) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013.

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.



ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 29 OCTOBRE 2014

Actions ordinaires	135 591 268
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	-
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	6 997 500

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.

CORRECTIONS D'ERREURS DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR (Note 4 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

La société a retraité les états financiers 2013 comme suit :

a) Redressement de la participation dans des coentreprises

Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence

La société a constaté une erreur dans la détermination initiale du profit devant être constaté immédiatement lors de la cession de la licence exclusive du Prescripteur ZRx pour le marché américain à la coentreprise EvEMR inc. Tel qu'exigé par l'IAS 28.31 *Participation dans des entreprises associées et des coentreprises*, l'intégralité de la fraction du profit ou de la perte sur l'actif non monétaire apporté qui découle des actifs monétaires reçus doit être comptabilisé. Le profit non réalisé aurait dû être de 915 089 \$ plutôt que de 1 600 728 \$ tel que présenté dans les états financiers 2013 précédemment publiés.

Quote-part du résultat net dans des coentreprises

La quote-part du résultat net dans des coentreprises a été retraitée à la baisse pour la période de trois mois close le 31 août 2013. La diminution de la quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence (685 639 \$) et la diminution de l'amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence (19 046 \$) affectent à la baisse la quote-part du résultat net dans les coentreprises d'un montant de 57 137 \$. Il en résulte une quote-part du résultat net dans les coentreprises de 268 912 \$ devant figurer aux états financiers consolidés intermédiaire au 31 août 2013.

L'effet des redressements sur l'état consolidé du résultat net et global pour la période de trois mois close le 31 août 2013 est le suivant :

	Précédemment établi 31 août 2013	Redressement	Retraité 31 août 2013
	\$	\$	\$
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	(211 775)	(57 137)	(268 912)

L'effet des redressements sur le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de trois mois close le 31 août 2013 est le suivant :

	Précédemment établi 31 août 2013	Redressement	Retraité 31 août 2013
	\$	\$	\$
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	211 775	57 137	268 912



b) Redressement des actifs incorporels

Frais de développement pour l'actif incorporel *PraxisLab* (logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie)

Une erreur est survenue lors de la réalisation du test de dépréciation annuel du logiciel PraxisLab au 31 mai 2013. Lors de l'exécution du test, une évaluation globale des actifs incorporels a été effectuée alors que deux unités génératrices de trésorerie distinctes auraient dû être identifiées, soit Prescripteur ZRx et le logiciel PraxisLab. Les flux de trésorerie générés par les ventes de ces deux produits sont indépendants puisqu'ils sont de nature différente et ne s'adressent pas à la même clientèle (le premier s'adressant aux médecins et le second aux pharmacies). Il était donc incorrect de les considérer comme un tout et de n'effectuer qu'un test de dépréciation global au 31 mai 2013.

Dépréciation

La dépréciation de 617 660 \$ découlant du test de dépréciation du logiciel PraxisLab, constaté au 31 mai 2013, entraîne un redressement dans les états financiers pour la période de trois mois close le 31 août 2013. La capitalisation des frais de développement a été totalement passée à la dépense et la charge d'amortissement a été recalculée.

L'effet des redressements sur l'état du résultat net pour la période de trois mois close le 31 août 2013 est le suivant :

	Précédemment établi 31 août 2013	Redressement	Retraité 31 août 2013
	\$	\$	\$
Frais de développement	504 312	17 139	521 451

L'effet des redressements sur le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de trois mois close le 31 août 2013 est le suivant :

	Précédemment établi 31 août 2013	Redressement	Retraité 31 août 2013
	\$	\$	\$
Amortissement	221 159	(56 327)	164 832
Acquisition d'actifs incorporels	(114 787)	73 465	(41 322)

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR (Note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

IFRS 9 – Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global plutôt que par le biais du résultat net. La troisième partie couvrant la dépréciation des actifs financiers est encore en cours d'élaboration.

En novembre 2013, l'IASB a publié la partie consacrée à la comptabilité de couverture qui introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.





Cette norme devait initialement s'appliquer aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015. Toutefois, en novembre 2013, l'IASB a publié une édition révisée du projet de norme IFRS 9, et la date d'adoption de cette norme a été retirée. Pour l'heure, aucune date effective d'adoption de l'IFRS 9 n'a été mentionnée tant et aussi longtemps que l'ensemble des projets touchant cette norme ne sera pas complété. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société étudiera l'impact de cette norme sur les états financiers consolidés lorsque celle-ci sera officiellement publiée.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (Note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.





Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Définitions des unités génératrices de trésorerie

La détermination des unités génératrices de trésorerie exige du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Cette détermination pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, selon le cas, sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2. (Voir note 26 Événements postérieurs à la date de clôture).

DÉVALUATION D'ACTIFS (Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation des actifs incorporels.

a) Actifs incorporels

Hypothèse principale - Taux d'actualisation

Les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux de 19,5 % pour les deux unités génératrices de trésoreries, soit le taux marginal d'emprunt de la société. L'utilisation de ce taux est la plus pertinente comme il s'agit d'actifs. Il reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ces actifs.

Test de dépréciation

PraxisLab

En novembre 2013, un événement significatif en lien avec l'actif incorporel PraxisLab a eu lieu. La copropriété indivise de la propriété intellectuelle a été cédée à une bannière de pharmacies québécoise.

Comme cette cession ne faisait pas partie des flux de trésorerie futurs estimatifs pour cet actif, la direction juge que celui-ci n'affecte pas les flux de trésorerie futurs estimatifs du logiciel *PraxisLab* et que, par conséquent, la valeur recouvrable reste supérieure à la valeur comptable à cette date. Il n'y avait donc pas lieu de déprécier le *PraxisLab* au cours du deuxième trimestre.

Au 31 mai 2014, la société a dû revoir ses flux de trésorerie futurs estimatifs et effectuer un test de dépréciation du *PraxisLab*, tel que précisé dans ses méthodes comptables.



La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du PraxisLab de façon significative. En date de fin d'exercice, la société détenait une lettre d'intention de Telus Santé, émise le 6 mai 2014, concernant l'acquisition de ses actifs relatifs au marché canadien. Compte tenu du sérieux des discussions en cours, la direction a pris pour hypothèse que celle-ci se réaliserait et en a tenu compte dans ses estimations au 31 mai 2014.

Compte tenu que l'unité génératrice de trésorerie du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie *PraxisLab* est strictement réservé à l'exploitation dans un marché canadien, la société a évalué que la meilleure estimation des flux de trésorerie était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation. Plus précisément, il s'agit d'une dépréciation de 785 567 \$ pour sa propriété intellectuelle et 321 090 \$ pour les frais de développements capitalisés, tel que le présente le tableau ci-contre :

	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Acquisitions	-	-	-
Solde au 31 mai 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	261 856	617 660	879 515
Amortissement	116 380	160 547	276 926
Dépréciation	785 567	321 090	1 106 657
Solde au 31 mai 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Valeur nette comptable au 31 mai 2014	-	-	-

Prescripteur ZRx

En ce qui a trait à l'unité génératrice de trésorerie du *Prescripteur ZRx*, sa valeur recouvrable évaluée selon la valeur d'utilité est supérieure à la valeur comptable au 31 mai 2014. Les hypothèses utilisées pour son évaluation incluent entre autres des ventes à court terme sur le marché canadien, la concrétisation à court terme de la vente auprès de Telus Santé, et des ventes sur le marché international. La mise en œuvre du test de dépréciation amène à conclure que la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable et que, par conséquent, aucune dépréciation n'a été prise pour le *Prescripteur ZRx*.

b) Dévaluation d'actifs de la coentreprise EvEMR inc.

Le droit de commercialisation du *Prescripteur ZRx* aux États-Unis représente l'actif incorporel le plus important de la coentreprise EvEMR Inc. Il s'agit d'une unité génératrice de trésorerie et le test de recouvrabilité réalisé au 31 mai 2014 tient compte des projections spécifiquement liées à celui-ci. Au 31 mai 2014, la société évalue que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR inc. est nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité est nulle. Aucun taux d'actualisation n'a à être déterminé puisque les flux de trésorerie futurs estimatifs sont nuls. Aucun plan de commercialisation n'est envisagé dans un avenir prévisible.

La valeur recouvrable étant inférieure à la valeur comptable de 3 872 144 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 3 872 144 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014. La coentreprise EvEMR inc. a donc procédé à une dévaluation totale de ses actifs incorporels :





	License	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mai 2014	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	100 483	12 320	112 803
Amortissement	933 522	111 917	1 045 439
Dépréciation	2 560 098	1 312 046	3 872 144
Solde au 31 mai 2014	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Valeur nette comptable au 31 mai 2014	-	-	-

c) Dévaluation de la participation dans la coentreprise EvEMR International

La coentreprise EvEMR International a été mise sur pied pour distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soin de santé comportementale sur le marché international. Plus d'un an après la mise sur pied de celle-ci, aucune activité commerciale n'a encore été générée. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement concret n'était en place et la concrétisation de flux de trésorerie n'est pas suffisamment prévisible pour considérer que la coentreprise représente un actif pour la société. La coentreprise n'a plus l'intention, dans un avenir prévisible, de mettre sur pied une stratégie de commercialisation.

Au 31 mai 2014, la société a évalué que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR International était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 39 510 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 39 510 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014. L'impact sur la valeur de la participation est le suivant :

	Total
	\$
Solde au 1 ^{er} juin 2013	-
Participation au cours de l'exercice	39 510
Dévaluation	(39 510)
Solde au 31 mai 2014	-

PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES (Note 11 des états financiers consolidés audités)

a) EvEMR inc.

La coentreprise américaine EvEMR inc., basée à Washington D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Le 22 avril 2013, la société a conclu avec EvEMR inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. En contrepartie de l'octroi de cette licence, EvEMR inc. s'est engagée à verser à la société, une somme en espèce de 1 500 000 US\$, a émis à la société deux millions (2 000 000) d'actions privilégiées pour une valeur de 2 millions US\$, ainsi que deux millions (2 000 000) d'actions participantes additionnelles du capital-actions de EvEMR inc., représentant une participation supplémentaire de 10% de l'intérêt économique total dans EvEMR inc.





La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR inc.

La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :

	31 août 2014	31 mai 2014
	\$	\$
Actif courant	25 654	25 654
Actif non courant	11 097	11 097
Total de l'actif	36 751	36 751
Passif courant	66 874	66 874
Passif non courant	803 290	803 290
Total du passif	870 164	870 164
Actif net	(833 413)	(833 413)
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(915 089)	(915 089)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	254 191	254 191
Dividendes reçus	-	(33 418)
Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾	1 561 147	1 527 729
Participation dans une coentreprise	-	-
Total des produits	-	42 651
Total des charges	-	2 818 520
Résultat net	-	(2 775 869)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	228 772
Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾	-	1 527 729
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	-	(1 019 368)

⁽¹⁾ La valeur de la participation de 50 % dans EvEMR inc. est nulle au 31 août 2014 et au 31 mai 2014. La société n'a pas comptabilisé de quote-part de perte supplémentaire au-delà de sa participation, dans la mesure où elle n'a aucune obligation de combler ces pertes.

b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre. Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :



	31 août 2014	31 mai 2014
	\$	\$
Actif courant	65 301	65 301
Actif non courant	341 725	341 725
Total de l'actif	407 026	407 026
Passif courant	6 301	6 301
Passif non courant	361 215	361 215
Total du passif	367 516	367 516
Actif net	39 510	39 510
Dépréciation ⁽¹⁾	(39 510)	(39 510)
Participation dans une coentreprise	-	-
Total des produits	-	53 768
Total des charges	-	(14 258)
Total du résultat de la période	-	39 510
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	-	39 510

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a procédé à un test de dépréciation annuel. Le résultat de ce test n'a pas été concluant et une dépréciation pour la totalité du placement a été reconnue.

DÉBENTURE NON CONVERTIBLE (Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

Le 30 octobre 2013, la société a émis une débenture garantie pour un montant nominal de 1 664 319 \$US et une prime au prêteur de 4 607 795 actions ordinaires de capital social de la société. La débenture porte un intérêt nominal au taux de 17 % par année. Elle est remboursable par mensualités en capital de 60 000 \$ US plus intérêts à compter du 31 janvier 2014 et vient à échéance en décembre 2014. La débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis de deux jours au prêteur. La débenture est garantie par une hypothèque sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la société.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à la prime émise en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 712 085 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'une prime au prêteur en capitaux propres	(1 666 207)
Juste valeur de la composante capitaux propres	45 878 \$

La composante passif de 1 666 207 \$ est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 19,5%. La composante capitaux propres de 45 878 \$ est libellée sous la composante capital social dans les capitaux propres et a mené à l'émission de 4 607 795 actions ordinaires le 16 janvier 2014.

L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 666 207 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 août 2014 de 1 796 447 \$ représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts dus, plus l'écart de taux de change sur conversion de la débenture à cette date.

La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 19,5 %. La composante passif est évaluée au coût amorti.



Au 31 août 2014, la société était en défaut de paiement du capital et des intérêts dus. Toutefois, le prêteur a confirmé sa tolérance envers ces dérogations et qu'il n'avait pas l'intention d'exercer ses droits de garantie.

En date du 3 septembre 2014, la société a entièrement remboursé la débenture garantie et a obtenu quittance complète, finale et définitive du prêteur. (Voir note 24, Événements postérieurs à la date de clôture)

PRÊT COURT TERME (Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

Le 31 octobre 2013, la société a conclu une offre de financement pour crédits d'impôt à la recherche et au développement, avec Investissement Québec.

Au 31 août 2014, le financement des crédits d'impôt à la recherche et au développement de l'année financière 2014 représente un montant de 69 336 \$. Au 31 mai 2014, le financement de 377 856 \$ est réparti comme suit : un montant admissible de 308 520 \$ pour l'année financière 2013 et 69 336 \$ pour l'année financière 2014.

Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 3 % et est garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang d'un montant principal de 395 190 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 79 038 \$ pour un total de 474 338 \$.

Le montant de 308 520 \$ a été remboursé en totalité lors de l'encaissement du crédit d'impôt de 417 723 \$, en juin 2014, pour l'exercice financier clos le 31 mai 2013 et le montant de 69 336 \$ sera remboursable en totalité à l'encaissement du crédit d'impôt qui est estimé à 230 000 \$ pour l'exercice financier clos le 31 mai 2014.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (Note 18 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 29 novembre 2013. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Transaction de la période de trois mois close le 31 août 2014

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier trimestre clos le 31 août 2014.

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2014

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014.

RISQUES ET INCERTITUDES (Note 21 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.



Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 31 août 2014, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse 36 \$ et la débeture de 1 796 447 \$. Au 31 mai 2014, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 88 \$ et la débeture de 1 783 457 \$.

Le tableau suivant présente les détails de la sensibilité de la société à une augmentation et à une diminution de 10 % de la devise étrangère par rapport à la monnaie canadienne. L'analyse tient uniquement compte des éléments monétaires libellés en devises en cours et permet d'ajuster leur conversion au 31 mai de chaque exercice.

	Effet d'une variation de la devise U.S. par rapport au dollar canadien			
	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	31 août 2014	31 mai 2014	31 août 2014	31 mai 2014
	\$	\$	\$	\$
Débeture 1 796 447 \$ (1 783 457 \$ au 31 mai 2014)	1 976 092	1 961 803	1 616 802	1 605 111

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêt à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créanciers et de sa débeture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx et le réseau de communication ZoomMed.





b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

PARTIES LIÉES (Note 23 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération des principaux dirigeants pour la période de trois mois close le 31 août 2014 totalise 154 808 \$ (134 615 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013).

b) Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2014 un montant de 140 851 \$ (4 264 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2013) a été versé au cabinet d'avocats.

Les fournisseurs et charges à payer incluent une somme de 25 535 \$ (15 493 \$ au 31 mai 2014) due à des administrateurs, sans modalités de remboursement ni intérêts.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a reçu d'une coentreprise 33 418 \$ à titre de dividendes.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2014 et 31 août 2013, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.



ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE (Note 24 des états financiers consolidés intermédiaires non audités)

Vente de certains actifs

Le 2 septembre 2014, la société a conclu une entente afin de vendre un intérêt dans la technologie sous-jacente de son Prescripteur ZRx pour le Canada, de se partager la propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx pour le restant du monde à l'exception des États-Unis et du Royaume-Unis et de vendre certaines activités connexes au Canada à TELUS Santé pour une somme pouvant atteindre 6 800 000 \$, ce qui représente un secteur primaire de la société au niveau de la zone géographique (Note 25).

Les termes et conditions d'achat pour la somme de 6 800 000 \$ incluent un versement en argent de 4 756 371 \$ à la séance de clôture, 493 629 \$ en ajustements relatifs à certains revenus reportés, 250 000 \$ payable le 28 février 2015, ainsi que 1 300 000 \$ en paiement éventuel sujet à certaines conditions.

La société a utilisé les fonds générés par cette transaction de la façon suivante :

Remboursement de la débenture

En date du 3 septembre 2014, la société a entièrement remboursé la débenture non convertible existante, pour une somme en capital et intérêts totalisant 2 134 866 \$. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier.

Fonds de roulement

Le solde a été versé au fonds de roulement dans le but d'investir dans la commercialisation et le déploiement de la technologie du Prescripteur ZRx à travers le monde, mais en accordant pour le moment la priorité au marché américain.

INFORMATION SECTORIELLE (Note 25 des états financiers consolidés audités)

La société est organisée en deux secteurs primaires qui sont les zones géographiques Canada et États-Unis.

Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissent un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentent respectivement 37 500 \$, 84 250 \$ et 90 885 \$ des retenus totaux de la société pour la période de trois mois close le 31 août 2014. Pour la période de trois mois close le 31 août 2013, les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec deux clients franchissaient un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces deux clients représentaient respectivement 181 354 \$ et 223 033 \$ des revenus totaux de la société.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2014 et 2013 les produits des activités ordinaires proviennent en totalité de la zone géographique du Canada.

Suite à la vente de certains actifs, le 2 septembre 2014, les produits et flux de trésorerie provenant de cette zone géographique ne seront plus récurrents (Note 24).